

COMMISSION DES QUESTIONS ECONOMIQUES ET DE L'EMPLOI

SOUS-COMMISSION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Deuxième session

## EXTRAIT DU RAPPORT DE LA

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS

En raison de l'intérêt que la Sous-Commission du développement économique porte au rôle que la question des transports joue dans les pays insuffisamment développés, nous jugeons utile de reproduire, tiré du "Rapport soumis au Conseil économique et social par la Commission des transports et des communications sur sa deuxième session", le passage suivant :

\* \* \*

"3. Point 2 de l'ordre du jour. Organisation future des transports intérieurs.

"La Commission était saisie de la question de l'organisation régionale des transports intérieurs en Asie et en Extrême-Orient, dans le Moyen-Orient, dans les Amériques et en Afrique.

A sa première session, le Conseil économique et social avait chargé la Commission temporaire des transports et des communications de procéder à une étude d'ensemble de l'Organisation intergouvernementale des transports et d'adresser au Conseil des recommandations à cet égard. A sa deuxième session, le Conseil décida de charger la Commission permanente des transports et des communications de poursuivre l'étude de l'organisation des transports intérieurs. A sa cinquième session, le Conseil, agissant sur la recommandation de la Commission des transports et des communications, chargea le Secrétaire général d'étudier la question de l'organisation régionale des transports intérieurs en Asie et en Extrême-Orient et dans les Amériques.

"Point 2 (a). Asie et Extrême-Orient.

"A sa cinquième session, le Conseil économique et social, tout en chargeant le Secrétaire général de procéder à l'étude mentionnée ci-dessus, avait en même temps institué la Commission économique pour l'Asie et

l'Extrême-Orient (ECAFE), et avait inscrit en tête du mandat de cet organisme la mission de provoquer des mesures destinées à faciliter une action concertée en vue de reconstruire l'économie de l'Asie et de l'Extrême-Orient, d'élever le niveau de l'activité économique en Asie et en Extrême-Orient, de maintenir

ARCHIVES

et de renforcer les relations économiques de ces régions tant entre elles qu'avec les autres pays du monde. La Commission était en outre invitée à participer à l'élaboration de toutes ces mesures.

"A sa deuxième session, la Commission des transports et des communications a été saisie du rapport du Secrétaire général contenant les réponses des gouvernements intéressés à une enquête faite à la demande du Conseil.

"La Commission a pris acte des indications fournies dans leurs réponses par un grand nombre de gouvernements, à savoir que ceux-ci n'estimaient pas actuellement nécessaire d'instituer une organisation régionale particulière pour les transports intérieurs de l'Asie et de l'Extrême-Orient. Elle a en même temps pris acte du fait que la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient avait adopté, à sa première session, un programme d'action immédiate proposant, entre autres, diverses mesures destinées à satisfaire les besoins de la reconstruction partout où celle-ci présentait un caractère essentiel, et au nombre desquelles figurait l'amélioration des moyens de transport intérieur et extérieur.

"La Commission a pris acte du fait que ce programme n'a pas encore été mis à exécution.

"Elle a également noté les déclarations des représentants de l'Inde et de la Chine, qui ont souligné l'obligation de reconstruire les moyens de transports des pays de l'Asie et de l'Extrême-Orient. Le représentant de l'Inde a, d'autre part, insisté sur la nécessité de créer une organisation régionale des transports intérieurs pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

"Tenant compte de tous les éléments ci-dessus, la Commission a formulé la recommandation qui figure à sa résolution n° 3.

"Point 2 (a). Moyen-Orient.

"L'étude du Secrétaire général relative à la question de l'organisation régionale en Asie et en Extrême-Orient devait, selon sa conception initiale, porter sur l'ensemble du continent asiatique et sur tout l'Extrême-Orient. Son enquête fut adressée aux gouvernements des Etats exerçant leur souveraineté dans les territoires de l'Asie ou du Pacifique oriental. L'Assemblée générale ayant décidé, à sa deuxième session, de considérer le Moyen-Orient comme une région économique distincte, cette étude fut divisée en deux parties, l'une ayant trait à l'Asie et à l'Extrême-Orient, et l'autre au Moyen-Orient.

"La Commission a pris acte du fait que la majorité des gouvernements des Etats du Moyen-Orient qui ont répondu à cette enquête ont estimé qu'il existait, dans les domaines des transports intérieurs du Moyen-Orient, des problèmes nécessitant l'intervention d'un organisme régional.

"Elle a également noté qu'à sa sixième session, le Conseil économique et social a institué un comité spécial chargé d'étudier les facteurs intéressant la création d'une Commission économique pour le Moyen-Orient.

"En outre, elle a pris acte de l'intervention de l'un de ses membres représentant un pays du Moyen-Orient (l'Egypte), dans laquelle celui-ci a vivement insisté sur l'utilité d'un organisme régional des transports dans cette région.

"En conséquence, la Commission a décidé d'adresser au Conseil la recommandation contenue dans la résolution n° 4.

"Point 2 (b). Les Amériques.

"La Commission a pris acte du rapport préparé par le Secrétaire général à la demande du Conseil, concernant une organisation régionale en matière de transports intérieurs dans les Amériques. Ce rapport contient les réponses des gouvernements de ces régions à une enquête faite auprès d'eux, en application de la demande du Conseil. Elle a pris acte, en particulier, du fait que sept gouvernements de l'Amérique latine, sur les neuf qui avaient répondu à l'enquête avant l'ouverture de la session, ont exprimé l'avis qu'il existe des problèmes nécessitant la création d'un organisme chargé de la question des transports intérieurs dans les Amériques.

"La Commission a en même temps pris acte du fait que le Conseil a créé, lors de sa sixième session, une Commission économique pour l'Amérique latine qui tiendra sa première session au mois de juin 1948, et dont les attributions comprennent, entre autres choses, l'élaboration de mesures destinées à faciliter une action concertée pour traiter les problèmes économiques urgents provoqués par la guerre, à relever le niveau de l'activité économique en Amérique latine et à maintenir et renforcer les relations économiques des pays de l'Amérique latine entre eux, ainsi qu'avec les autres pays du monde. La Commission économique pour l'Amérique latine est également chargée de participer à l'exécution de ces mesures.

"La Commission a également pris acte des opinions exprimées par le représentant du Chili, qui a confirmé le point de vue exprimé dans le rapport du Secrétaire général, à savoir qu'il existe des problèmes de transports intérieurs dont la solution pourra nécessiter la création d'un organisme régional. Il a toutefois exprimé l'avis que cette question devrait être traitée par l'intermédiaire de la Commission économique pour l'Amérique latine.

"Prenant tous ces points en considération, la Commission a décidé de formuler la recommandation figurant dans la résolution n° 5.

"Point 2 (c). Afrique.

"Au cours de sa première session, en l'absence de ses deux membres d'Afrique les représentants de l'Egypte et de l'Union Sud-Africaine, la Commission avait renvoyé à sa deuxième session tout examen de la question d'une organisation régionale en matière de transports intérieurs en Afrique. Les deux représentants d'Afrique ayant participé à la deuxième session, la Commission a décidé de recommander au Conseil économique et social de suivre en la matière la même procédure que pour l'Asie et l'Extrême-Orient, c'est-à-dire de charger le Secrétaire général d'étudier la question; la Commission a, en conséquence, adopté la recommandation figurant dans la résolution n° 6.

"La Commission a exprimé l'avis qu'en recherchant les éléments d'information nécessaires, il serait utile que le Secrétaire général s'informât auprès des gouvernements intéressés, selon la méthode employée pour l'Asie et l'Extrême-Orient et pour les Amériques, et qu'il prévît, au nombre des questions posées, une question particulière sur le point de savoir si les gouvernements intéressés sont d'avis que l'Afrique devrait être considérée comme constituant une seule ou deux régions à cet effet. Ceux des gouvernements qui seraient en faveur de cette dernière solution, devraient être priés d'indiquer où devrait passer, à leur sens, la ligne de démarcation.

"Point 2. Coordination entre les experts en matière de transports intérieurs de différentes régions.

"La Commission n'a pas constaté sans quelque appréhension que le développement d'activités régionales en matière de transports intérieurs pourrait empêcher une coordination suffisante de se manifester entre les experts en matière de transports de différentes régions. Estimant qu'il conviendrait de prévoir expressément une telle coordination, la Commission a adressé au Conseil la recommandation contenue dans la résolution n° 7".

Résolution No 3

Transports intérieurs en Asie et en Extrême-Orient

(Point 2(a) de l'ordre du jour)

La Commission des transports et des communications

RECOMMANDE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Que la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (ECAFE) soit invitée à convoquer à une date rapprochée une réunion d'experts des transports intérieurs des pays représentés au sein de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, afin d'examiner:

- (a) Les problèmes touchant au rétablissement et au développement coordonnés des moyens et services de transports intérieurs en Asie et en Extrême-Orient;
- (b) Les dispositions les plus propres à faciliter la solution de ces problèmes, soit par la création d'un organisme régional, soit de toute autre manière (étant entendu que tout organisme de cet ordre ferait partie intégrante de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient).

Résolution No 4

Transports intérieurs dans le Moyen-Orient

(Point 2 (a) de l'ordre du jour)

La Commission des transports et des communications  
PRENANT ACTE

Du fait qu'une commission économique pour le Moyen-Orient sera peut-être créée dans un proche avenir,

RECOMMANDE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Que si cette commission est constituée, et lorsqu'elle le sera, elle soit invitée à convoquer à une date rapprochée une réunion d'experts des transports intérieurs des pays représentés au sein de la Commission économique pour le Moyen-Orient, afin d'examiner:

- (a) Les problèmes ayant trait au développement harmonieux des moyens et services de transports intérieurs dans le Moyen-Orient;
- (b) Les moyens les plus propres à faciliter la solution de ces problèmes, soit par la création d'un organisme régional, soit de toute autre manière (étant entendu que tout organisme de cet ordre ferait partie intégrante de la Commission économique pour le Moyen-Orient).

Résolution No 5

Transports intérieurs en Amérique latine

(Point 2 (b) de l'ordre du jour)

La Commission des transports et des communications

PRENANT ACTE

Du fait qu'un certain nombre de Gouvernements de l'Amérique latine, en réponse, à l'enquête du Secrétaire général concernant l'organisation des transports intérieurs dans les Amériques, ont déclaré qu'à leur avis il existe des problèmes nécessitant l'intervention d'un organisme régional chargé de la question des transports intérieurs dans les Amériques,

RECOMMANDE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. De renvoyer à la Commission économique pour l'Amérique latine l'examen des moyens les plus propres à faciliter la solution des problèmes de transports intérieurs en Amérique latine,
2. Et de charger le Secrétaire général de faire rapport à la troisième session de la Commission des transports et des communications sur les mesures qui auront été prises pour donner suite à la présente recommandation.

Résolution n° 6

Transports intérieurs en Afrique  
(Point 2 (c) de l'ordre du jour)

La Commission des transports et des communications

INVITE LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

à charger le Secrétaire général de procéder à une étude sur l'intérêt que présenterait la création d'une organisation régionale ou d'organisations régionales, chargées des questions de transports intérieurs en Afrique, et sur les problèmes relatifs à une telle organisation, et de faire rapport à ce sujet; elle invite en outre le Conseil à autoriser le Secrétaire général à chercher les éléments d'information nécessaires en vue de cette étude.



Résolution n° 7

Coordination entre les experts en matière de transports

intérieurs de différentes régions

(Point 2 de l'ordre du jour)

La Commission des transports et des communications

CONSIDERANT

qu'il est souhaitable d'attirer l'attention du Conseil économique et social sur le fait que la création de commissions économiques régionales risque de rendre la collaboration moins satisfaisante que dans le passé parmi les experts en matière de transports intérieurs de pays appartenant à des régions différentes, entre lesquels il a existé d'importants échanges de trafic,

RECOMMANDE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

d'attirer l'attention des Commissions économiques régionales sur les avantages qui résulteraient de la participation aux travaux des réunions, d'experts en matière de transports intérieurs, d'experts représentant des régions différentes, lorsque des questions de nature à affecter ces dernières régions viendraient en discussion.

-----